

## COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 30 juin 2021

### **Les signaux passent au vert pour l'économie fribourgeoise Nouveaux défis: les pénuries et retards de livraisons**

**Les entreprises fribourgeoises ont retrouvé confiance dans le courant du printemps. La marche des affaires s'est nettement améliorée au fil des mois pour une majorité d'entre elles, parallèlement à l'avancement de la campagne de vaccination. Si les risques de pertes annuelles concernent toujours un peu plus d'un quart des membres de l'Observatoire CCIF de l'économie, la crise ne devrait plus menacer leur avenir, pour une écrasante majorité d'entre elles. Face à la reprise, de nouveaux défis se manifestent toutefois avec acuité: les pénuries et retards de livraison, qui touchent désormais autant certains commerces que la construction et l'industrie.**

Le retournement de tendance conjoncturel général ne laisse planer aucun doute: 58% des 38 entreprises qui ont participé à l'enquête menée du 14 au 21 juin 2021 par l'Observatoire CCIF de l'économie annoncent une amélioration de la marche des affaires. La part de celles qui ont vu leur activité fléchir tombe à 5% tandis que 37% font état d'affaires stables. En février dernier, les deux tiers des répondants parlaient de stagnation et un bon quart de détérioration. Seul bémol à cette confirmation de la reprise: le rebond n'est supérieur aux attentes du début de l'année que pour 29% des sondés, 58% d'entre eux le jugeant conforme aux attentes.

La confiance est de retour également sur le front des investissements: 81% des participants à l'enquête disent avoir investi cette année ou être sûrs de le faire. Ils n'étaient que 46% dans ce cas en février, 39% attendant alors de voir l'évolution réelle de la pandémie avant de se décider. Cette part est tombée à 11% en juin et plus aucune entreprise n'indique avoir renoncé à investir cette année en raison de la crise. L'embellie se constate encore sur le front du chômage partiel, qui ne concerne plus que 13% des membres de l'Observatoire CCIF, contre 72% en juin 2020 et encore 39% en février dernier.

#### **Les risques de faillite diminuent**

Le nombre d'entreprises craignant de terminer l'exercice sur une perte recule lui aussi: elles ne sont désormais plus que 27% dans ce cas, contre 37% en février. Amélioration plus notable encore, les sociétés répondantes ne sont désormais plus que 5% à considérer que leur survie est en jeu, un taux au plus bas depuis le début de la pandémie.

Environ une entreprise sur cinq estime n'avoir pas été impactée par la crise et 16% ont retrouvé une activité normale au cours des derniers mois. Pour les autres, toutes les incertitudes ne sont toutefois pas dissipées: seules 8% s'attendent à une normalisation avant la fin septembre, 19% misant sur le dernier trimestre 2021 et 38% sur l'année 2022.

L'envolée de l'économie, simultanée en Asie, aux Etats-Unis et en Europe, ne va toutefois pas sans un nouveau défi de taille, celui de la gestion des pénuries de produits et retards de livraisons. 70% des répondants à l'enquête font état de problèmes alors que seulement 14% n'en rencontrent aucun, 16% n'étant pas concernés. Si 88% des sociétés jonglant entre pénuries et délais n'ont pas encore dû mettre du personnel en RHT, la persistance de ces complications pourrait contraindre certaines à s'y résoudre au cours des prochains mois.

Parmi les produits qui se raréfient arrivent en tête de liste divers métaux (acier, aluminium et cuivre, en particulier), mais également le bois. Dans les produits issus de l'industrie chimique, les plastiques font souvent défaut, et donc tous les produits liés (seaux, tubes, consommables, poches, etc.). Composants électroniques, électrotechniques, hydrauliques, matériels informatiques sont signalés comme difficiles à trouver. Même constat pour les systèmes de frein, certaines machines, certains véhicules, les articles de visserie, les piscines, vélos ou grills, et la liste n'est pas exhaustive.

### **L'inflation comme facteur de risque**

Ces pénuries et retards constituent le premier risque mis en avant par les entreprises pour ces prochains trimestres. Ils pourraient conduire à une baisse de l'activité, un recul de la rentabilité, des pertes de clients ainsi qu'à un nouveau problème à gérer, celui de l'inflation. Parmi les autres risques, certaines entreprises évoquent la solidité financière de leur clientèle, particulièrement dans les secteurs travaillant pour l'hôtellerie et la restauration. D'autres entreprises redoutent une troisième vague de Covid-19 à l'automne. Une partie des répondants évoquent enfin une croissance lente, après l'effet rattrapage initial ou encore des conflits sociaux dans certains secteurs d'activité. Pour une part des entreprises, enfin, la situation actuelle est difficile en raison de la fatigue des collaborateurs liée à cette très longue période de restrictions.

Au niveau des conditions générales, l'abandon de l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne préoccupe 62% des répondants. 46% d'entre eux estiment que leur entreprise peut être directement ou indirectement touchée. Parmi les problèmes redoutés ou déjà avérés figure en tête de liste les problèmes liés à l'exportation des dispositifs médicaux, dont les homologations suisses ne sont plus reconnues depuis le 26 mai 2021 déjà. De manière plus globale, les entreprises s'attendent entre autres à des difficultés d'accès au marché européen (pour vendre et y exercer), ce qui pourrait entraîner des tracasseries et retards de livraison, une diminution de l'activité économique en Suisse, une éviction des programmes de recherche européens ainsi que des soucis en matière d'approvisionnement électriques.

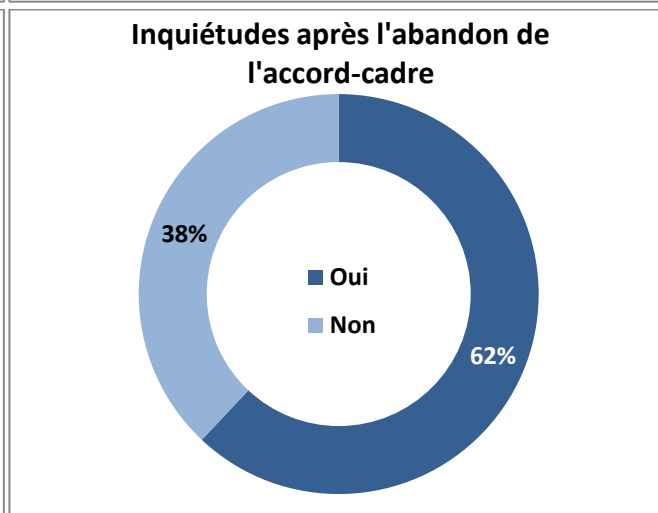
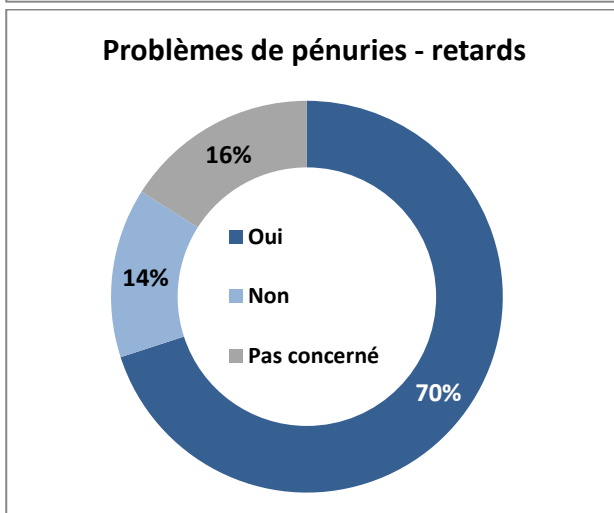
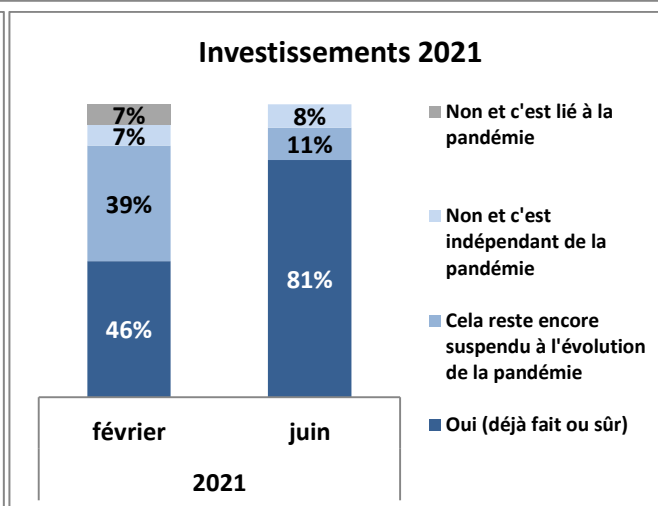
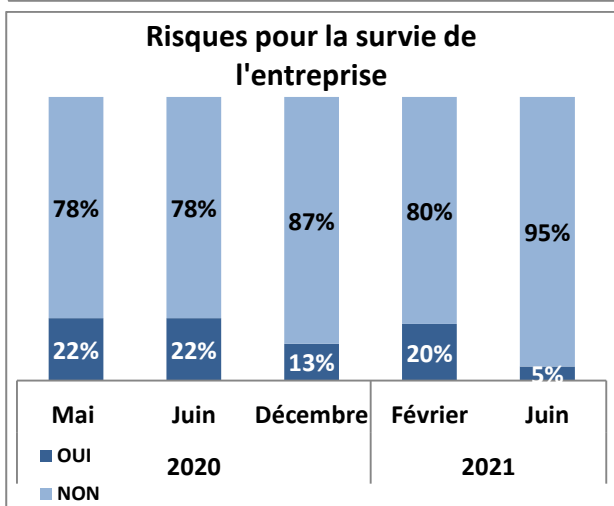
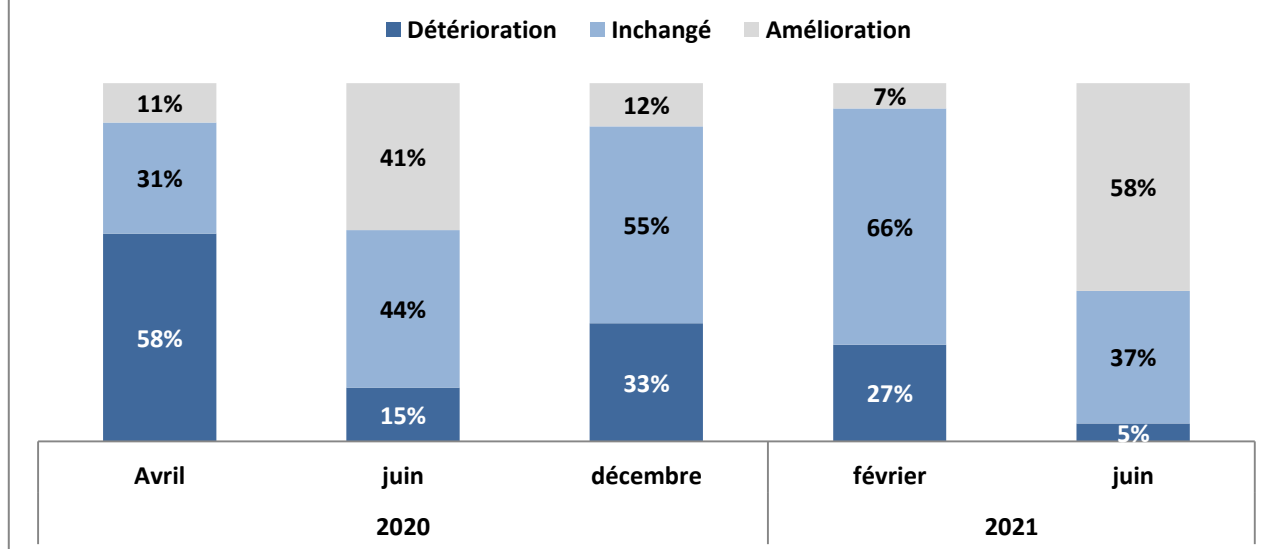
### **Contacts**

**Chantal Robin | directrice | 079 633 79 53**

**Philippe Gummy | directeur adjoint, conseiller économique | 078 739 53 83**



## Evolution de la marche des affaires



Source: Observatoire CCIF de l'économie fribourgeoise. Données basées sur un sondage en ligne réalisé auprès de 38 entreprises (74 questionnaires envoyés). L'enquête a eu lieu du 14 au 21 juin 2021. Il s'agit de la 7<sup>e</sup> consécutive consacrée à la pandémie. La première a eu lieu en mars 2020.

